



S'EST EXPRIMÉE PAR LA PEINTURE DE GRANDS ARTISTES



François Joseph Navez (1821) Une noble femme romaine fait l'aumône à une jeune mère et ses enfants. Collection privée.

Peintre belge (1787-1869), sous l'influence des tableaux flamands du XVe et XVIIe siècles, François Joseph Navez illustre trois générations dans la misère : grand-mère, mère et ses 2 enfants, qui se font aider par une noble romaine. Les visages très expressifs montrent la détresse d'une famille en attente de la générosité des passants.

Découvrez parmi les motivations les plus fréquentes, celles qui vous concernent en priorité pour que le Sélecteur d'Épargne détecte le produit qui répond à vos souhaits.

« NE PLACEZ PAS VOTRE ARGENT,
SANS COMPRENDRE AVANT,
POUR NE PAS ÊTRE DÉÇU APRÈS... »



CHOISISSEZ 3 CHOIX :

1. Avantages fiscaux abatement, plan d'épargne, crédit d'impôt, droits de succession exonérés.
2. Rentabilité constante élevée (généralement supérieure à 4%)
3. Gestion facile
4. Protection du placement contre l'érosion monétaire
5. Sécurité notoriété publique
6. Possibilité de plus-value sur le capital
7. Encaissement des revenus trimestriel ou mensuel
8. Possibilité d'accumuler des petites sommes (inférieures à 1000€)
9. Liquidité rapide (inférieure à 1 mois)



La consultation est gratuite sur le site selecteurdepargne.fr



« L'EXCÈS DES IMPÔTS CONDUIT À LA SUBVERSION DE LA JUSTICE,
À LA DÉTÉRIORATION DE LA MORALE, À LA DESTRUCTION DE LA
LIBERTÉ INDIVIDUELLE. »

Benjamin Constant (romancier, intellectuel français), Principes de Politique, 1815

PRODUITS
D'ÉPARGNE
D'ACTUALITÉ

LIVRET A : L'EFFET DE LA HAUSSE
DU TAUX MENACE DE
S'ESSOUFLER



Extrait Les Echos, le 23/05/22

Au mois d'avril, la collecte nette du Livret A s'est élevée à 1,87 milliard d'euros, une chute de 37 % par rapport au mois d'avril 2021, selon les chiffres dévoilés le 19 mai dernier par la Caisse des dépôts et consignations. Combinée à celle du Livret de Développement Durable et Solidaire (LDDS), la collecte s'élève à 2,3 milliards d'euros.

Les deux années précédentes, la collecte dans le mois d'avril a été à ce titre exceptionnelle. En avril 2020 (premier confinement), la collecte a été de 5,47 milliards d'euros pour le Livret A. En avril 2021, 2,9 milliards d'euros. Cette année, la collecte semble donc revenir à une tendance plus classique, voire légèrement inférieure à celle d'avril 2019. Ce mois-là, le Livret A a atteint 1,9 milliard d'euros.

Cependant, la collecte du Livret A et LDDS atteint en cumulé 16,25 milliards d'euros sur les quatre premiers mois de 2022, contre 18,4 milliards en 2021 mais 12,13 milliards en 2019. L'encours total du Livret A et du LDDS atteint ainsi 485,9 milliards d'euros à fin avril 2022.

Confrontés à une inflation de 5,2 % en mai, les ménages français pourraient être tentés de pulser dans leurs économies pour maintenir leur niveau de vie.

Les indicateurs de l'Insee montrent qu'une grande partie des Français souhaite renforcer son épargne de précaution. Entre l'inflation et la hausse des dépenses, les livrets d'épargne réglementée risquent de fondre. A moins peut-être d'un nouveau relèvement des taux au 1er août, qui serait justifié par la hausse de l'inflation (les taux de l'épargne réglementée sont révisés deux fois par an).

LES CAHIERS
de la
MAISON
de
L'ÉPARGNE

JUILLET / SEPTEMBRE 2022



Abonnement gratuit aux Cahiers de la Maison de l'Épargne sur <http://vu.fr/mde>

LES ÉPARGNANTS DÉSEMPARÉS.

La situation économique mondiale a encore impacté les Français, certes moins que ses voisins européens avec une inflation plus faible mais le constat quotidien est déjà lourd à supporter. Le prix du gaz, du pétrole, des denrées alimentaires, de l'électricité est en hausse et pour l'instant rien ne permet d'espérer une amélioration avec cette guerre en Ukraine.

Les épargnants ont donc des raisons pour avoir peur. Ils sont hésitants entre l'envie de renforcer leurs placements défiscalisés par précaution et le besoin de faire face à des dépenses indispensables au quotidien. On le voit bien dans les soubresauts de la collecte et la décollecte du livret A et dans les contrats d'assurance vie depuis le début d'année.

L'histoire révélée par les affiches financières de la Maison de l'Épargne, depuis 100 ans, explique beaucoup de vérités oubliées et dont on n'a pas tiré les leçons du passé.



Grand Emprunt d'État 1993.
**INVESTISSONS
DANS
NOTRE AVENIR.**

"Grand emprunt d'État 1993" - Ministère de l'économie des finances et de l'industrie
Affiche extraite de la collection d'affiches de la Maison de l'Épargne

Gérard Auffray
Président Fondateur de la Maison de l'Épargne
Fonds de dotation

Apprendre de notre histoire nous permettra de ne pas faire les mêmes erreurs; suite aux différentes crises vécues (1ère et 2ème Guerre mondiale, reconstruction nationale, crises économiques, etc), c'est dans les valeurs de solidarité que nous avons trouvé la force pour nous en sortir.

Y-a-t-il aujourd'hui un projet commun comme société qui nous permettra de regarder toujours vers le futur ? La Maison de l'Épargne y croit et continuera à mener la réflexion et informer gratuitement à travers ses différentes publications et activités pour faire comprendre l'économie au plus grand nombre, à partir de ce rapport mystérieux à l'argent et tout cela grâce aux affiches anciennes qui racontent facilement notre vie "d'avant".

Osons l'espérance et la paix et battons-nous pour notre futur.

AUX LARMES. ÉPARGNANTS

DES MALHEUREUX ÉVÉNEMENTS HISTORIQUES ONT MARQUÉ LA COLLECTE DE L'ÉPARGNE.

1882 : KRACH BOURSIER ET FAILLITE DE L'UNION GÉNÉRALE EN FRANCE

L'Union Générale est une banque catholique française fondée en 1878 qui croît très rapidement, en multipliant les rachats et les investissements risqués, notamment à l'international, dans les régions d'Europe centrale et danubienne. L'argent de la banque est dans l'essentiel des capitaux fournis par un milieu catholique de tendance conservatrice afin d'assurer une puissance financière et politique. Elle se développe entre les années 1879 et 1881, période d'intense activité boursière.

À l'époque, l'activité de la Bourse est principalement soutenue par les reports accordés par les grands spéculateurs, les groupes financiers et les agents de change à leurs emprunteurs. En 1879, à son apogée, le cours de l'action de l'Union Générale passe de plus de 3 000 francs à 500 francs. Les investisseurs, voyant l'essor du marché, s'engagent. Les spéculateurs impriment également de la fausse monnaie; ils renouvellent leurs contrats à terme dans l'espoir d'une hausse continue des prix. Au fur et à mesure de la croissance du marché, les taux d'intérêt commencent à augmenter et les prêteurs à exiger une prime.

Les investisseurs, ne voulant pas payer cette prime, ne contractent plus aucun emprunt à des taux d'intérêt élevés. De ce fait, lourdement déficitaire et sans trésorerie, la banque est rapidement

surévaluée sur les marchés.

Les prêteurs de capitaux commencent à s'inquiéter des sacrifices consentis par les emprunteurs et redoutent de ne pas être remboursés. Fin 1881, la « panique de hausse » fait monter les taux sur certaines valeurs dont les plus cotés sont l'Union, la banque de Lyon et les compagnies ferroviaires. En janvier 1882, une baisse brutale des cours suspend les transactions boursières, le marché est paralysé par l'impossibilité des spéculateurs de régler les différences. Le 19 janvier, l'effondrement est acté. Le 28 janvier, la banque doit fermer ses guichets et sollicite la nomination d'un administrateur judiciaire. Le 30, la banque est déclarée en faillite.

Le fondateur de la banque, Paul Eugène Bontoux, a attribué sa chute au complotisme de la « finance juive » et de son alliée « la franc-maçonnerie gouvernementale », dont l'objectif aurait été de détruire les banques soutenant des programmes politiques conservateurs et catholiques. Il est aujourd'hui admis qu'il n'y a pas eu de complot.

LE KRACH DE 1882 EST LA PLUS GROSSE CRISE ÉCONOMIQUE qu'a connue la France au cours du XIX siècle, qui a entraîné une récession qui a duré jusqu'à la fin des années 1880. Cette crise affecte le secteur minier, la métallurgie et le bâtiment. Pour l'anecdote, c'est après ce krach que le peintre Paul Gauguin, qui travaillait alors comme courtier en valeurs, décide d'arrêter et de se consacrer à temps plein à la peinture.

...ET DANS L'ACTUALITÉ LES PROBLÈMES SONT AUSSI RÉCURRENTS

CRYPTOMONNAIES : POURRONS-NOUS ENFIN LES RÉGULER ?

Au milieu d'un des moments les plus complexes pour le marché des crypto-monnaies, les signaux des régulateurs et des institutions financières concernant le risque de leur utilisation n'ont pas cessé. Certaines monnaies comme le Bitcoin et l'Ethereum qui sont les plus importantes du marché, ont perdu près de 50% de leur valeur par rapport aux précédents sommets. En plus, l'investissement dans les crypto-monnaies est largement libre dans la plupart des régions du monde et, techniquement, tout le monde peut en acheter.

Le risque pour les personnes moins informées sur le sujet augmente considérablement. Selon une étude de la BCE, actuellement dans les 6 plus grandes économies européennes, 10% des ménages (6% en France) possèdent des Cryptomonnaies, à une moyenne de 5000 euros de cryptoactifs et avec une légère prédominance des avoirs modestes.

À cette occasion, Christine Lagarde (Présidente de la Banque Centrale Européenne) a assuré que **LES CRYPTO-MONNAIES N'ONT AUCUNE VALEUR NI AUCUN FONDEMENT ET QU'ELLES DOIVENT ÊTRE DÉFINITIVEMENT RÉGLEMENTÉES, ELLE CRAINT QUE LES GENS PERDENT TOUT L'ARGENT INVESTI.**

Bill Gates (patron de Microsoft) ajoute que «elles n'apportent rien à la société comme les autres investissements».

Le problème pour Mme. Lagarde est que la plupart des personnes qui investissent dans les crypto-monnaies ne sont pas encore conscientes des risques qu'elles encourent en investissant dans cette classe d'actifs. Pour Mme Lagarde, la réglementation est très importante car elle pourrait empêcher les gens d'utiliser leurs économies pour investir dans ces actifs hautement spéculatifs.

Ce n'est pas la première fois que Christine Lagarde s'exprime sur les crypto-monnaies. Elle a toujours maintenu une position plutôt ferme sur le sujet et l'année dernière, lorsque l'on parlait de manière récurrente de la possibilité du développement de l'euro numérique, elle semblait être l'une des moins convaincues sur le sujet.

Le sujet de la réglementation des crypto-monnaies a été abordé de très nombreuses fois mais les présidents d'institutions financières ont du mal à prendre des mesures significatives pour atteindre cet objectif. Le retard pris dans la réglementation des crypto-monnaies s'explique en grande partie par le fait qu'il s'agit d'un territoire largement inexploré pour les régulateurs. L'intégration des crypto-monnaies dans la structure économique traditionnelle et ses lois est donc une tâche complexe pour les années à venir.

Extrait Le Figaro 23/05/22

COUP D'OEIL SUR LE RENDEMENT DE L'ÉPARGNE

RENDEMENTS DES LIVRETS

LIVRET	TAUX	PLAFOND
Livret A, Livret Bleu*	1.0%*	22 950€
Livret d'Épargne Populaire	2.2%*	7 700€
Livret Jeune	1 à 2.5%*	1 600€
Plan d'Épargne Logement**	1.0%*	61 200€
Livret de Développement Durable***	1.0%*	12 600€
Compte Épargne Logement****	0.75%*	15 300€

* Depuis le 01/02/2022
** Les intérêts sont exonérés d'impôt sur le revenu jusqu'à la veille du 12ème anniversaire.
*** Les intérêts sont exonérés d'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux. Le taux est aligné à celui du livret A.
**** Les intérêts sont exonérés d'impôt sur le revenu, mais sont soumis aux prélèvements sociaux.

PERFORMANCE ANNUELLE MOYENNE (TVA)	FOND EN EUROS (€)	UNITÉ DE COMPTE (€)
2017	-1.83%	+ 5.80%
2018	-1.80%	- 8.10%
2019	-1.46%	+ 13.90%
2020	-1.30%	+ 0.30%
2021	-1.10%	

RENDEMENTS DES ASSURANCES VIE

RENDEMENTS DES SCPI

2017	2018	2019	2020	2021
+4.43%	↓ +4.35%	↑ +4.40%	↓ +4.18%	↑ +4.43%

(ÉVOLUTION DU PRIX DES PARTS / FRANCE SCPI)



PERFORMANCE DES VALEURS MOBILIÈRES COTÉES EN BOURSE

CROISSANCE PIB FRANCE

2018	2019	2020	2021	2022*
+1.70%	↓ +1.30%	↓ -8.20%	↑ +7.00%	↓ +2.3%

(INSEE / BANQUE DE FRANCE / OCDE)

INFLATION, VARIATION SUR UN AN (INSEE/ MAI 2022) 5.2%

*Prévisions Banque de France